

coopération avec les partenaires africains, y compris dans la mise en œuvre de la dimension extérieure de la politique migratoire européenne. La protection des personnes migrantes, le retour volontaire, la réadmission et les mesures de réintégration représentent des aspects importants des efforts conjoints. Dans le cadre du Plan d'Action de La Vallette, on rappelle l'Initiative conjointe UE-OIM pour la protection et la réintégration des personnes migrantes, financée par le "Fonds fiduciaire d'urgence pour la lutte contre la migration irrégulière et les causes profondes de l'instabilité en Afrique"<sup>8</sup>.

Sur base de ces expériences, une étude commandée par le Centre international pour le développement des politiques migratoires (ICMPD) recommande que les acteurs nationaux jouent progressivement un rôle plus central dans la phase d'assistance à la réintégration (après l'arrivée), les agences gouvernementales étant en première ligne<sup>9</sup>. Elle suggère en outre que ces futurs mécanismes promeuvent des plateformes nationales de retour et de réintégration dirigées par le gouvernement.

Pour pérenniser les acquis de l'initiative conjointe UE-OIM et poursuivre le soutien des retours volontaires dans les pays d'origine et la réintégration durable des personnes qui rentrent chez elles, un programme régional de protection, de retour et de réintégration des migrants (MPRR) a été initié en 2022 (contribution totale de l'UE de 180 millions d'euros), et devrait se décliner en complémentarité avec de possibles futures actions au niveau national. Dans cette optique, la présente Action vient compléter le programme MPRR et contribuera à définir les bases pour la pérennisation des efforts au-delà du MPRR après 2025, tout particulièrement dans une perspective d'appropriation par les autorités nationales.

Le cadre légal et réglementaire de la Guinée vise à éliminer toutes les formes d'inégalités de genre. En effet, le pays a ratifié les principaux instruments internationaux - Conventions sur l'Élimination de toutes les Formes de Discriminations à l'Égard des Femmes (CEDEF) et de la Convention sur les Droits de l'Enfant (CDE)- et régionaux relatifs aux droits des femmes et dispose d'un arsenal juridique qui garantit le principe de l'égalité entre les hommes et les femmes, comme le nouveau Code Civil et le nouveau Code de l'enfant adoptés en 2019.

Malgré les progrès, le manque de ressources financières et humaines, le manque de qualification, ainsi que l'application limitée des textes de lois et le vide juridique dans certains secteurs rendent difficile l'accès des femmes à leurs droits : leur situation reste encore largement régie par des règles et pratiques coutumières et patriarcales<sup>10</sup>.

La Guinée a signé et ratifié la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées (CDPH) respectivement le 16 mai 2007 et le 8 février 2008. La Guinée dispose de nombreuses lois qui abordent directement le handicap. Les principales sont le Décret D/2018 du 13 juillet 2018, relatif à la protection et à la promotion des personnes en situation de handicap, ainsi que la Loi sur la Protection et la Promotion des Personnes atteintes d'Albinisme, du 6 avril 2021<sup>11</sup>.

### **Poursuivre les engagements internationaux**

Le retour et la réintégration durable sont des composantes essentielles du nouveau "Pacte européen sur les migrations et l'asile" (2020), qui vise à établir une approche globale et intégrée pour des systèmes de migration et d'asile efficaces et durables. Cela se reflète également dans la Communication de la Commission européenne qui établit la "stratégie de l'UE sur l'aide au retour volontaire et à la réintégration durable" (2021). L'objectif de cette stratégie est d'établir une approche plus coordonnée et intégrée de l'aide au retour volontaire et à la réintégration (AVRR), d'établir de meilleurs liens avec d'autres initiatives de développement, et de renforcer la capacité et l'appropriation des pays tiers à réintégrer leurs ressortissants, en vue de rendre l'aide au retour volontaire et à la réintégration plus durable.

Ces aspects ont été réitérés lors du 6<sup>e</sup> sommet UE-Union Africaine de 2022 où les dirigeants se sont engagés à instaurer un partenariat renforcé et réciproque qui englobe tous les aspects de la migration et de la mobilité de

<sup>8</sup> Burkina Faso, Cameroun, Tchad, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Nigeria, Sénégal et Gambie

<sup>9</sup> Samuel Hall (2021) Étude sur les programmes de retour, de réadmission et de réintégration en Afrique, avril 2021, commandée par le Centre international pour le développement des politiques migratoires (ICMPD).

<sup>10</sup> Plan d'action sur l'égalité entre les hommes et les femmes III — 2021-2025 Plan de mise en œuvre au niveau national. Guinée.

<sup>11</sup> African disability rights year book: <https://www.adry.up.ac.za/section-b-2021/guinee>